

Offre publique d'achat

de

REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH

Domstrasse 20, 50668 Cologne, Allemagne

portant sur la totalité des

actions nominatives d'une valeur nominale de 5 CHF

en circulation dans le public de

Bon appétit Group SA

Moosseedorf

Prix d'achat: 60,80 CHF net par action nominative Bon appétit Group SA de 5 CHF nominal.

Durée de l'offre: du 2 septembre 2003 au 29 septembre 2003, 16.00 heures (heure suisse) (prolongeable)

Domicile de paiement: UBS SA

Action nominative Bon appétit
Group SA de 5 CHF nominal

Numéro de valeur:

1 222 130

ISIN:

CH0012221302

Symbole ticker:

BOAN

Prospectus du 2 septembre 2003

Restrictions concernant cette offre

U.S. Sales Restrictions

REWE is not soliciting the tender of shares of Bon appétit Group AG by any holder of such shares in the United States. Copies of this offer prospectus are not being mailed or otherwise distributed in or sent into or made available in the United States. Persons receiving this document (including custodians, nominees and trustees) must not distribute or send such documents or any related documents in, into or from the United States.

United Kingdom

The offering documents in connection with the offer are being distributed in the United Kingdom only to and are directed at (a) persons who have experience in matters relating to investments falling within Article 19 (1) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2001 in the United Kingdom (the "Order") or (b) high net worth entities, and other persons to whom they may otherwise lawfully be communicated, falling within Article 49 (1) of the Order (all such persons together being referred to as "relevant persons"). Any person who is not a relevant person should not act or rely on this document or any of its contents.

Autres ordres juridiques

L'offre décrite dans ce prospectus n'est formulée ni directement ni indirectement dans un pays ou un ordre juridique dans lequel une telle offre serait illicite ou enfreindrait de toute autre manière un droit ou un règlement applicable ou qui exigerait de REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH une modification des dispositions ou des conditions de l'offre, la formulation d'une demande supplémentaire ou des démarches supplémentaires auprès d'autorités étatiques, régulatrices ou légales. Il n'est pas prévu d'étendre l'offre à un tel pays ou à un tel ordre juridique. Les documents en rapport avec cette offre ne doivent être ni distribués ni envoyés dans de tels pays ou ordres juridiques. De tels documents ne doivent pas être utilisés à des fins d'appel au public en vue de l'achat de droits de participation de Bon appétit Group SA par des personnes dans de tels pays ou ordres juridiques.

Introduction

REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH («**REWE**») a annoncé le 11 juin 2003 avoir conclu des contrats d'achat portant sur 52,99% des droits de vote de Bon appétit Group SA («**Bon appétit**»). Ces contrats d'achat ont pris effet après l'obtention, le 27 août 2003, des autorisations nécessaires en vertu des dispositions du droit de la concurrence. REWE soumet maintenant la présente offre d'achat aux actionnaires répartis dans le public et propose 60,80 CHF net en espèces par action nominative Bon appétit.

Bon appétit est le leader suisse des entreprises alimentaires pour le secteur gastronomique et le commerce de détail cotées en Bourse. En 2002, le Groupe, comprenant des marques telles que Pick Pay (discounter d'articles de marque), Primo/Visàvis (magasins de quartier franchisés), Usego (commerce de gros), Prodega CC (Cash & Carry, libre-service de gros), Howeg (approvisionnement du secteur gastronomique en Suisse) ou Aldis Service Plus (ASP; approvisionnement du secteur gastronomique en France), a réalisé un chiffre d'affaires de 3'172 millions de CHF (sans ASP, inscrit au bilan selon la méthode de la mise en équivalence). Le siège principal se trouve à Moosseedorf, près de Berne.

REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH est une entreprise de REWE-Handelsgruppe, qui coiffe différents segments d'activité, du commerce de détail et de gros de produits alimentaires au tourisme. En Allemagne, 8'560 marchés, totalisant 135'794 salariés et un chiffre d'affaires (net) de plus de 31,5 milliards d'euros dans le commerce de détail, appartiennent au Groupe. En Europe, 187'196 employés à plein temps sur 11'196 marchés ont dégagé un chiffre d'affaires hors groupe total de plus de 37,4 milliards d'euros.

Ainsi, la coopérative REWE-Handelsgruppe – plus d'un tiers des magasins appartiennent à des commerçants indépendants – compte, dans sa 75^e année d'existence, parmi les principales entreprises allemandes et européennes de commerce de produits alimentaires. REWE (REWE pour **R**evisionsverband der **W**estkauf-Genossenschaften) a été fondé en 1927 à Cologne.

Le Conseil d'administration de Bon appétit a estimé que les dispositions fondant l'offre d'achat de REWE étaient équitables et appropriées et recommande d'accepter cette dernière.

A. Offre d'achat

- 1. Annonce préalable**

L'offre d'achat a été préalablement annoncée conformément aux art. 7 ss. de l'ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'achat. L'annonce préalable a été publiée le 11 juin 2003 dans les médias électroniques et le 13 juin 2003 dans la Neue Zürcher Zeitung ainsi que dans Le Temps. Dans sa décision du 18 juillet 2003, la Commission des OPA a prolongé le délai pour la publication de l'offre, qui s'achevait le 23 juillet 2003, jusqu'au 3 septembre 2003. Cette prolongation a été publiée le 21 juillet 2003 dans les médias électroniques et le 23 juillet 2003 dans la Neue Zürcher Zeitung et dans Le Temps.
- 2. Offre**

L'offre d'achat porte sur la totalité des actions nominatives Bon appétit d'une valeur nominale de 5 CHF en circulation dans le public (**actions Bon appétit**).
- 3. Prix offert**

60,80 CHF net par action Bon appétit.

Le prix offert inclut les primes suivantes par rapport aux cours d'ouverture moyens de l'action Bon appétit au SWX Swiss Exchange du 25 avril 2003 au 10 juin 2003:

12,54 CHF ou 26%.

La cession des actions Bon appétit déposées auprès d'une banque en Suisse est exempte de frais et de taxes pendant la durée de l'offre et le délai supplémentaire. REWE assume les droits de timbre fédéraux dus lors de la vente ainsi que la taxe SWX (y compris la taxe complémentaire CFB).
- 4. Durée de l'offre**

du 2 septembre 2003 au 29 septembre 2003, 16.00 heures (heure suisse).

REWE se réserve le droit de prolonger une ou plusieurs fois la durée de validité de l'offre. Une prolongation de plus de quarante jours boursiers requiert impérativement l'accord de la Commission des OPA.

- 5. Délai supplémentaire** Le délai supplémentaire commencera probablement le 3 octobre 2003 et s'achèvera le 16 octobre 2003.
- 6. Conditions** REWE a obtenu toutes les autorisations requises par les dispositions du droit de la concurrence. L'offre d'achat n'est donc soumise à aucune condition.

B. Renseignements sur REWE

1. REWE

Selon le contrat de société, le capital social de REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH, Domstrasse 20, 50668 Cologne, Allemagne, s'établit à 200'000'000 DEM (102'258'376.24 EUR); il est réparti en une part sociale de 199'800'000 DEM et une part sociale de 200'000 DEM.

REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH se consacre, dans le cadre de REWE-Handelsgruppe, à l'acquisition de participations en Allemagne et à l'étranger ainsi qu'au financement de ses propres sociétés de participation et à toutes les prestations s'y rapportant.

REWE ZENTRALFINANZ eG, Domstrasse 20, 50668 Cologne, Allemagne, contrôle directement, et indirectement par le biais de sa participation dans REWE Zentral-Handelsgesellschaft mit beschränkter Haftung, Domstrasse 20, 50668 Cologne, Allemagne, REWE-Beteiligungs-Verwaltungs GmbH, Domstrasse 20, 50668 Cologne, Allemagne. REWE-Beteiligungs-Verwaltungs GmbH détient, quant à elle, la totalité des parts et des droits de vote de REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH, Domstrasse 20, 50668 Cologne.

REWE n'est pas une société ouverte au public et ne publie donc pas de comptes annuels. Cependant, de plus amples informations sont disponibles sous <http://www.rewe.de>

Personnes agissant de concert avec REWE

Dans le cadre de cette offre d'achat, les personnes suivantes agissent de concert avec REWE:

- Toutes les sociétés contrôlées par REWE-ZENTRALFINANZ eG, Domstrasse 20, Cologne, Allemagne
- Bon appétit et les sociétés qu'il contrôle
- B. Curti Holding SA, Erlenbach et les sociétés Curti & Co SA, Lucerne ainsi que Curti Beteiligungen SA, Lucerne, qu'elle contrôlait jusqu'au 27 août 2003
- Beat Curti, Erlenbach
- Corinne Fischer, Zollikon; Alphons Curti, Kastanienbaum; Max Jaeger, Säriswil; Hans Erich Fischer, Menziken; Mark B. Jaeger, Riehen; Flavia Johnston-Palitti, représentée par Max Jaeger, Säriswil; Elisabeth Curti, Erlenbach; Annette Maizlits-Curti, Israël; Barbara Curti, Bâle; Christoph Jaeger-Muslin, Italie; communauté héréditaire Curti-Nager, composée de Liliane Fischer (représentante de la communauté héréditaire), Menziken; Eveline Koch, Kammersrohr, Beat Curti, Erlenbach, Elisabeth Curti, Erlenbach; Annette Maizlits-Curti, Israël; et Barbara Curti, Bâle.

2. Achats et ventes d'actions Bon appétit

Pendant les douze mois qui ont précédé la publication de l'annonce préalable (du 11 juin 2002 au 10 juin 2003), REWE et les sociétés contrôlées par REWE ZENTRALFINANZ eG, Cologne, n'ont pas acheté d'actions Bon appétit ni d'options sur de tels titres en dehors des actions désignées au point D. 3. Le prix d'achat le plus élevé payé pour les actions mentionnées sous D.3 s'établit à 78,70 CHF. Il a été payé dans le cadre de l'acquisition indirecte évoquée au point D.3. REWE a acquis directement toutes les actions de Curti & Co SA et, par là-même, de sa filiale à part entière Curti Beteiligungen SA. Ces deux sociétés détiennent ensemble 1'895'433 actions Bon appétit. En divisant le prix d'achat payé pour l'ensemble des actions de Curti & Co SA par les 1'895'433 actions Bon appétit acquises indirectement, on obtient le prix d'achat précité de 78,70 CHF par action Bon appétit. Comme il ressort du point D.3, REWE a également racheté directement, pour le même prix, 112'374 actions Bon appétit détenues par egb Immobilien SA.

Pendant la période citée, REWE et les sociétés contrôlées par REWE ZENTRALFINANZ eG, Cologne n'ont pas vendu d'actions Bon appétit ou d'options sur de telles actions.

3. Participation de REWE dans Bon appétit

Bon appétit dispose d'un capital-actions de 18'943'890 CHF, réparti en 3'788'778 actions nominatives d'une valeur nominale de 5 CHF. Les actions Bon appétit sont cotées au SWX Swiss Exchange. Le 27 août 2003, Bon appétit détient 143'022 de ses propres actions.

Le 27 août 2003, la part de REWE et des personnes agissant de concert avec lui au capital-actions et, par là-même, aux droits de vote de Bon appétit est la suivante.

- Prise de contrôle: 52,99%
- Achat en complément de 259'152 actions Bon Appétit au total intervenu depuis l'annonce préalable 6,84%

Total 59,83%

Actions Bon appétit selon extrait du Registre du commerce 3'788'778

- moins participation de REWE 2'266'959
- moins actions détenues en propre par Bon appétit 143'022

Nombre d'actions Bon appétit en circulation dans le public au 27 août 2003 1'378'797

Au 27 août 2003, Beat Curti possède par ailleurs 3'562 options. En dehors de cela, REWE et les personnes agissant de concert avec lui ne détiennent aucune option.

Le nombre des actions en circulation peut augmenter d'ici au terme du délai supplémentaire du fait de l'exercice d'options attribuées à des collaborateurs.

C. Financement

Le financement de l'offre d'achat a lieu dans le cadre du financement général du Groupe REWE.

D. Renseignements sur Bon appétit

1. Bon appétit

Bon appétit est une société anonyme régie par le droit suisse qui a son siège à Moosseedorf. Son adresse est la suivante: Lochackerweg 5, 3302 Moosseedorf. Bon appétit dispose d'un capital-actions de 18'943'890 CHF, réparti en 3'788'778 actions nominatives d'une valeur nominale de 5 CHF.

2. Intentions de REWE en ce qui concerne Bon appétit

REWE a acquis la majorité des parts de Bon appétit avant la publication de ce prospectus et contrôle de ce fait la société. Conformément au droit suisse et aux statuts de Bon appétit, REWE reconstituera le Conseil d'administration avec des représentants de REWE. Après le rachat, les bénéfices dégagés seront réinvestis afin de renforcer l'entreprise, de sorte qu'il n'est pas prévu de verser des dividendes.

En ce qui concerne les procédures internes, REWE envisage de vérifier l'efficacité des processus en matière d'informatique et de logistique et d'identifier les synergies. Il vise un positionnement net des canaux de distribution (par exemple renforcement de la position de leader du marché Cash & Carry, repositionnement de Pick Pay en tant que discounter et expansion des points de vente, restructuration de Howeg, etc.) Il n'est pas prévu actuellement de modifier

la composition de la direction en place. En outre, dans l'état actuel de sa connaissance de la situation économique et stratégique de l'entreprise, REWE n'envisage dans l'immédiat aucune mesure touchant le personnel qui irait au-delà de la suppression de 300 emplois déjà annoncée dans le cadre de la restructuration présentée lors des conférences de presse de Bon appétit du 3 mars 2003 et du 10 avril 2003.

Par ailleurs, REWE envisage de voter, lors de l'Assemblée générale extraordinaire qu'il est prévu de convoquer, en faveur de l'introduction d'un capital autorisé d'un montant maximal de 4,1 millions de CHF. La nouvelle disposition statutaire requise par le Conseil d'administration prévoit en substance que le Conseil d'administration est autorisé à augmenter, lorsqu'il le souhaite le capital-actions de 4,1 millions au maximum jusqu'au 23 septembre 2005 en émettant un maximum de 820'000 nouvelles actions nominatives d'une valeur nominale de 5 CHF. Le Conseil d'administration détermine le montant de chaque émission, le moment auquel les nouveaux titres donnent droit au dividende et la nature des apports. En outre, le Conseil d'administration doit être autorisé à exclure le droit de souscription des actionnaires et à l'attribuer à des tiers si de telles actions nouvelles sont destinées au rachat d'entreprises par échange d'actions, au financement de l'acquisition d'entreprises ou de parties d'entreprises, à de nouveaux investissements en faveur de la société ou à la participation des collaborateurs. REWE estime que Bon appétit devrait bénéficier d'une contre-valeur de quelque 50 millions de CHF si le capital autorisé est intégralement concrétisé.

REWE envisage de racheter par le biais de cette offre le plus grand nombre possible d'actions Bon appétit. REWE envisage actuellement de transférer les actions Bon appétit du segment principal vers le segment SWX Local Caps du SWX Swiss Exchange; il demandera en outre au Conseil d'administration de Bon appétit d'examiner la possibilité d'un retrait complet des actions Bon appétit de la cote.

3. Conventions entre REWE et Bon appétit, leurs organes et actionnaires

Le 10 juin 2003, Bon appétit et REWE ont signé une convention dans laquelle ont été définies les modalités et conditions de l'offre d'achat. En plus des aspects techniques de cette dernière, la convention comporte un point relatif au traitement des options et actions de collaborateurs ainsi qu'à la composition du Conseil d'administration après le rachat. Comme il est d'usage lors d'une telle opération, REWE et Bon appétit ont signé un accord de confidentialité à propos de cette convention.

En dehors des conventions évoquées dans le rapport du Conseil d'administration (chapitre G. de ce prospectus), il n'existe aucun autre accord portant sur l'octroi d'une rémunération supplémentaire aux administrateurs et aux collaborateurs du groupe Bon appétit dans le contexte de l'offre d'achat.

En date du 10 juin 2003, REWE a conclu les contrats d'achat décrits ci-après, qui portent sur l'acquisition directe et indirecte de 2'007'807 actions Bon appétit au total (équivalant à 52,99% des droits de vote). REWE a soumis Bon appétit à une procédure de vérification («Due Diligence») afin de préparer cette prise de participation majoritaire. Ces contrats d'achat ont pris effet après l'obtention, le 27 août 2003, des autorisations requises par les dispositions du droit de la concurrence. Hormis les garanties et assurances usuelles, ces contrats ne prévoient pour les parties aucuns droits ni obligations réciproques substantiels après leur exécution. Il s'agit des contrats d'achat suivants:

- Contrat d'achat relatif à l'acquisition indirecte de 1'895'433 actions Bon appétit par le biais de l'acquisition de l'ensemble des actions de Curti & Co SA, Lucerne. Vendeurs: B. Curti Holding SA, c/o Beat Curti, Seestrasse 106, 8703 Erlenbach (cette société est contrôlée par Beat Curti); hoirie Curti-Nager, composée de Liliane Fischer, Schwarzenbachstrasse 10, 5737 Menziken, Koch Eveline, Beat Curti, Seestrasse 106, 8703 Erlenbach, Elisabeth Curti, Berghalde 12, 8703 Erlenbach, Annette Maizlits-Curti, Ha'Rishhonim 11, Motza Illt 90820 IS/Israël et Barbara

Curti, Klybeckstrasse 170, 4057 Bâle; Corinne Fischer, Bahnhofstrasse 43, 8702 Zollikon; Alphons Curti, Seestrasse 95, 6047 Kastanienbaum; Max Jaeger, Bächlerenweg 28, 3044 Säriswil; Hans Erich Fischer, Schwarzenbachstrasse 10, 5737 Menziken; Mark B. Jaeger, Sonnbühlstrasse 12, 4125 Riehen; Flavia Johnston-Palitti, représentée par Max Jaeger, Bächlerenweg 28, 3044 Säriswil; Elisabeth Curti, Berghalde 12, 8703 Erlenbach; Annette Maizlits-Curti, Ha'Rishonim 11, Motza Illit 90820 IS/Israël; Barbara Curti, Klybeckstrasse 170, 4057 Bâle; Christoph Jaeger-Muslin, Stazzu Barranconi, I-07020 Aglientu/Sardegna. Avec Curti & Co SA, Curti Beteiligungen SA, Lucerne, une filiale à part entière de cette dernière, a été également vendue à REWE.

- Contrat d'achat relatif à l'acquisition directe de 112'374 actions Bon appétit appartenant à egb Immobilien SA, Berthoud.

Dans la perspective de la prise de participation majoritaire prévue de REWE dans Bon appétit, ces deux sociétés et METRO AG, Düsseldorf, ont conclu le 10 juin 2003 une convention relative à la poursuite provisoire de l'exploitation en commun de la coentreprise française ASP, dans laquelle les modalités d'un éventuel abandon sont également réglées. Le 15 août 2003, METRO AG, Düsseldorf, détenait 1,603% de la totalité des actions Bon appétit.

Le 28 août 2003, REWE a conclu avec Hofer-Holding SA, Risch, et Hofer Management SA, Lucerne, (ensemble les «Sociétés Hofer») un contrat dans lequel REWE s'engage à acquérir au total 411'124 actions nominatives Bon appétit entre le 7 juillet 2004 et le 16 août 2004 si le droit de vente correspondant est exercé. Cela équivaut à une part de 10,85% des droits de vote de Bon appétit. Le Conseil d'administration de Bon appétit n'était pas impliqué dans la conclusion de cet accord. Quelques-uns des principaux points de cette convention sont reproduits ci-après.

1. Hofer-Holding SA détient à ce jour 90'000 actions nominatives de Bon appétit Group SA, Moosseedorf (ci-après **Bon appétit**), ce qui correspond à une part de 2,38% du capital-actions de Bon appétit.

Hofer Management SA détient à ce jour 321'124 actions nominatives Bon appétit, ce qui correspond à une part de 8,47% du capital-actions de Bon appétit.

[...]

3. Actuellement, il est défavorable pour les Sociétés Hofer de vendre leurs actions Bon appétit à REWE pour des raisons fiscales, mais la possibilité de les céder à REWE à une date ultérieure les intéresse.
4. REWE est disposé à racheter les actions Bon appétit détenues par les Sociétés Hofer.
5. Les Sociétés Hofer sont libres de céder à REWE, pendant la période allant du 7 juillet 2004 au 16 août 2004, les 411'124 actions Bon appétit qu'elles détiennent au total à ce jour pour un prix de 60,80 CHF par action (net).

[...]

Les Sociétés Hofer ne peuvent exercer ce droit de cession que conjointement et pour la totalité des 411'124 actions Bon appétit qu'elles détiennent à ce jour.

6. REWE s'engage à racheter, à un prix de 60,80 CHF l'unité, les actions Bon appétit que les Sociétés Hofer mettront à sa disposition dans le cadre d'une cession conforme au chiffre 5.
7. Le rachat des actions Bon appétit dans les conditions prévues au chiffre 5 devient effectif au plus tard cinq jours après la déclaration des Sociétés Hofer; il donne lieu à une exécution simultanée, les Sociétés Hofer remettant à REWE les certificats d'actions endossés en blanc tandis que REWE vire aux Sociétés Hofer le prix d'achat total de 24'996'339.20 CHF (vingt-quatre millions neuf cent nonante-six mille trois cent trente-neuf

francs suisses et vingt centimes) en deux tranches, sans aucune déduction, immédiatement après la remise des certificats d'actions.

[...]

10. Le prix d'achat de 60,80 CHF par action convenu pour l'exercice du droit de cession est majoré si REWE paie aux actionnaires répartis dans le public un prix (net) dépassant 60,80 CHF par action dans le cadre de son offre publique d'achat portant sur la totalité des actions nominatives en circulation de Bon appétit (conformément à l'annonce préalable du 11 juin 2003). Dans ce cas, ce prix supérieur s'applique aussi aux actions des Sociétés Hofer.

Toute autre circonstance, en particulier les transactions portant sur le capital de Bon appétit, n'entraîne aucune modification du prix (ni vers le haut ni vers le bas).

11. Si les Sociétés Hofer acquièrent (pour quelque raison que ce fût) des actions Bon appétit supplémentaires d'ici au 16 août 2004, les Sociétés Hofer ne disposent d'aucun droit de cession pour ces actions, et REWE n'est pas tenu de racheter de telles actions aux Sociétés Hofer.

[...]

13. Les Sociétés Hofer sont libres de se vendre entre elles des actions Bon appétit sans préjudice de leurs droits découlant de ce contrat. Le droit de cession prévu au chiffre 5 s'applique à la condition que les Sociétés Hofer détiennent toujours conjointement 411'124 actions nominatives Bon appétit au moment où il est exercé, indépendamment du nombre d'actions détenues respectivement par Hofer-Holding SA et par Hofer Management SA.

[...]

16. Les parties relèvent que les principaux points de ce contrat doivent être publiés dans le prospectus de l'offre.

[...]

En dehors des conventions précitées, il n'existe aucun autre accord entre REWE, une société qu'elle contrôle ou les personnes agissant de concert avec elle, d'une part, et Bon appétit, ses organes ou ses actionnaires, de l'autre.

4. Options et actions de collaborateurs de Bon appétit

Le Conseil d'administration de Bon appétit a édicté le 1^{er} avril 1999 un règlement relatif à un plan d'options pour les cadres («plan»). Au sein du groupe Bon appétit, certains membres dûment choisis du management et du Conseil d'administration peuvent se voir attribuer, dans le contexte de ce programme, des options réservées aux cadres («options»), qui font partie intégrante du salaire. Ces options ne sont pas cotées en Bourse. Chaque option donne le droit de souscrire une action nominative Bon appétit d'une valeur de nominale 5 CHF contre paiement du prix d'exercice. Le prix d'exercice d'une option correspond au cours de clôture moyen de l'action nominative pendant le mois précédant la date d'émission. Toutes les options sont couvertes par des actions détenues en propre par Bon appétit. Le Conseil d'administration peut attribuer des options chaque année; il en désigne les bénéficiaires et le nombre d'options attribuées à chacun d'entre eux. La durée de vie des options est de six ans; en cas de décès d'un détenteur d'options, ces dernières sont toutefois considérées comme échues à la date du décès. En principe, les options ne peuvent pas être exercées pendant les trois premières années de leur durée de vie et sont inaliénables jusqu'à leur échéance. En cas d'invalidité ou de départ à la retraite de leur détenteur (retraite anticipée comprise), les options peuvent être toutefois exercées ou cédées librement à partir de la date de survenance de l'invalidité ou du moment du départ à la retraite. Si une option n'est pas exercée, le bénéficiaire a droit au remboursement par Bon appétit du cours de clôture théorique (valeur intrinsèque de l'option). Les héritiers d'un détenteur d'options décédé jouissent d'un droit analogue (cours de clôture théorique de l'option à la date du décès).

Actuellement, le plan comporte quatre programmes totalisant 35'620 options émises; le 11 juin 2003 (date de l'annonce préalable), ceux-ci se présentent comme suit:

	2002	2001	2000	1999	Total
Nombre d'options émises	1'960	7'554	2'178	23'928	35'620
Prix d'exercice par action	118	143.5	239.5	112.34	
Durée de vie	6	6	6	6	
Durée de blocage	3	3	3	3	

Bon appétit propose aux détenteurs des 35'620 options émises de leur racheter celles-ci si elles n'ont pas été exercées jusqu'à la fin du délai supplémentaire défini au point A.5. («délai supplémentaire»).

La sommes proposée pour les options est basée sur la valeur déterminée pour celles-ci au 11 juin 2003 (date de l'annonce préalable) au moyen d'un programme d'évaluation d'options courant (modèle binominal en 301 étapes), qui est la suivante:

	Options année 2002	Options année 2001	Options année 2000	Options année 1999	Total
Valeur par option en CHF	3.6	1.48	0.03	1.26	
Valeur totale des options en CHF	7'056	11'179.9	65.35	30'149.3	48'450.55

Le rapport entre le prix offert pour les actions nominatives Bon appétit et la somme proposée pour les options est approprié, de sorte que les bénéficiaires de l'offre d'achat sont traités sur un pied d'égalité.

Les détenteurs d'actions de collaborateurs bloquées ont le droit de céder leurs actions dans le cadre de l'offre d'achat. Ils assument eux-mêmes les conséquences fiscales éventuelles du raccourcissement de la durée de blocage.

5. Actionnaires importants

En dehors des actionnaires mentionnés au point D.3, Hofer Holding SA, sise à Buonas, détient conjointement avec Hofer Management SA, sise à Lucerne, et PVS Hofer/Ipergros, sise à Lucerne, 10,90% des actions Bon appétit.

6. Informations confidentielles

REWE atteste que ni elle-même ni une autre personne agissant de concert avec elle n'ont reçu, directement ou indirectement, de Bon appétit ou des sociétés contrôlées par ce dernier des informations non rendues publiques sur Bon appétit qui pourraient influencer de manière déterminante la décision des destinataires de l'offre d'achat.

7. Résultats semestriels 2003

Bon appétit publie ses résultats semestriels 2003 le 9 septembre 2003. A partir de cette date, ces résultats semestriels peuvent être consultés à l'adresse Internet www.bon-appetit.ch. En outre, les actionnaires inscrits dans le registre des actions de la société seront informés par écrit.

E. Publication

L'offre d'achat ainsi que toutes les autres annonces en relation avec celle-ci sont publiées dans la Neue Zürcher Zeitung pour la version allemande et dans Le Temps pour la version française. Elles sont également adressées à Bloomberg et Reuters en vue de leur publication.

F. Rapport de l'organe de contrôle, conformément à l'article 25 de la loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières

En tant qu'organe de contrôle agréé pour vérifier la conformité des offres publiques d'achat et conformément à la loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières («loi sur les bourses»), nous avons examiné le prospectus de l'offre en tenant compte de la dérogation demandée par la commission des OPA. Notre contrôle n'a porté ni sur le rapport du Conseil d'administration de la société visée ni sur la fairness opinion de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.

L'offrant répond de l'établissement du prospectus de l'offre. Notre tâche consiste à vérifier et à apprécier ce document.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues par la profession en Suisse qui requièrent notamment de planifier et de réaliser le contrôle du prospectus de l'offre de sorte à pouvoir constater l'exhaustivité formelle stipulée par la loi sur les bourses et l'ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'achat (ordonnance sur les OPA) et identifier avec une assurance raisonnable les inexactitudes importantes. Nous avons examiné les indications matérielles fournies pour partie de façon complète et pour partie en procédant à des sondages. Par ailleurs, nous avons vérifié le respect de la loi sur les bourses et de l'ordonnance sur les OPA. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour nous permettre de porter une appréciation.

A notre avis,

- le prospectus de l'offre est conforme à la loi sur les bourses ainsi qu'à l'ordonnance sur les OPA;
- celui-ci est complet et exact;
- les destinataires de l'offre sont traités sur un pied d'égalité, en particulier la relation entre le prix des actions nominatives Bon Appétit et la rémunération des options du plan d'option pour les cadres de cette même société est appropriée;
- le financement de l'offre et du droit de cession des Sociétés Hofer conformément au chapitre D.3 du présent prospectus est garanti et les fonds nécessaires à cet effet sont disponibles;
- les effets de l'annonce préalable de l'offre ont été respectés;
- les règles en matière d'offre obligatoire ont été observées, notamment celles relatives au prix.

KPMG Fides Peat

Jürg Meisterhans
Expert-comptable diplômé

Reto Benz
Expert-comptable diplômé

Zurich, le 28 août 2003

G. Rapport du Conseil d'administration de Bon appétit Group SA au sens de l'art. 29, al. 1 de la loi sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières et des art. 29 à 32 de l'ordonnance de la Commission des OPA sur les offres publiques d'achat

Le 11 juin 2003, REWE-Beteiligungs-Holding International GmbH (ci-après «REWE») et Bon appétit Group SA (ci-après «Bon appétit» ou «la société») annonçaient avoir convenu les modalités d'une offre publique d'achat amicale («offre de reprise»). Les deux sociétés ont d'ailleurs signé la convention y afférente le 10 juin 2003 («convention de reprise»). Par conventions séparées du 10 juin 2003, REWE a acquis (directement) 50,027% de B. Curti Holding SA et des actionnaires minoritaires de Curti & Co SA («Convention entre actionnaires majoritaires») et 2,965% de egb Immobilien SA, soit au total 52,992% d'actions de Bon appétit (les deux ensemble constituant les «contrats d'achat parallèles»). L'offre de reprise est liée à l'obtention des autorisations régies par le droit de la concurrence; les contrats d'achat parallèles devant, pour leur part, être exécutés. Les modalités détaillées de l'offre de reprise figurent dans le présent prospectus de l'offre.

1. Appréciation et recommandation

Le Conseil d'administration de Bon appétit (ci-après le «Conseil d'administration») a examiné minutieusement l'offre de reprise du présent prospectus d'offre. Il recommande à ses actionnaires de mettre leurs actions à disposition pendant la durée de l'offre.

Dans l'optique de la communication de cette recommandation et de la signature de la convention de reprise, le Conseil d'administration a étudié avec le plus grand soin les perspectives à court et long terme de Bon appétit en tant qu'entreprise autonome et indépendante et, en considération de sa position sur le marché, les avantages d'une coopération avec un partenaire stratégique. Les administrateurs ont acquis la conviction que si Bon appétit faisait cavalier seul, cette situation s'accompagnerait d'incertitudes; ils ont estimé simultanément que l'accord stratégique conclu avec REWE constituait la solution idéale sous l'angle des domaines d'activités, de la méthode de travail et de la philosophie commerciale. Le partenariat avec REWE permet notamment à Bon appétit de pérenniser sa présence sur le marché en tant que groupe sans abandonner son identité suisse.

Le prix offert est supérieur de 26% au cours d'ouverture moyen des actions de Bon appétit des 30 derniers jours boursiers précédant la publication du préavis. Le Conseil d'administration a chargé Lombard Odier Darier Hentsch & Cie («LODH») d'examiner l'offre de REWE sous l'angle de son adéquation financière et de donner un avis équitable sur la question. LODH en a conclu que l'offre de reprise est financièrement appropriée (cf. le chapitre I «Fairness Opinion» du présent prospectus d'offre).

Au terme de ses réflexions, le Conseil d'administration a qualifié l'offre de reprise d'authentique opportunité pour Bon appétit, ses clients, collaborateurs et actionnaires et la contrepartie financière comme étant adéquate et équitable. Il considère, au regard de la restructuration nécessaire, inopportun et financièrement peu intéressant pour les actionnaires de Bon appétit de maintenir une participation minoritaire à côté de REWE. Aussi envisage-t-il de demander à l'Assemblée générale extraordinaire, restant à convoquer après l'exécution de la convention entre actionnaires majoritaires (cf. le chiffre 2 ci-dessous), la constitution d'un capital-actions approuvé d'une valeur nominale de 4,1 millions de CHF. Le Conseil d'administration devra être autorisé à restreindre le droit de souscription des actionnaires lors de l'augmentation effective du capital.

2. Conflits d'intérêts et intentions des actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote

Le Conseil d'administration comprend actuellement les personnes suivantes: Beat Curti, Erwin Conradi, Emil Flückiger, Etienne Jornod, Bruno Staffelbach, Bernard Stoeffler et Ernest A. Brugger.

Dans le cadre de la convention de reprise, il a été décidé, consécutivement à l'exécution de la convention entre actionnaires majoritaires, de convoquer une Assemblée générale extraordinaire de Bon appétit avec inscription à l'ordre du jour d'élections; cette Assemblée est censée entériner la nouvelle composition du Conseil d'administration ci-dessous: Hans Reischl, Dieter Berninghaus, Urs Schenker, Alain Caparros (nouveaux membres), Beat Curti, Emil Flückiger et Bernard Stoeffler. La société n'est redevable d'aucune indemnité de départ aux administrateurs annonçant leur démission à cette occasion. L'indemnité du Conseil d'administration 2003 est identique à celle de 2002. Les indemnités du président et du vice-président du CA ont été réajustées. Leurs honoraires forfaitaires s'élèvent pour 2003 à respectivement 400'000 et 80'000 CHF. Les modalités et conditions de la poursuite des mandats de Beat Curti, Emil Flückiger et Bernard Stoeffler et de ceux des nouveaux administrateurs restent à déterminer. Le contrat de prestations passé entre Alimentana Beratungs SA, sous le contrôle de la société Curti & Co SA, Lucerne, et Bon appétit sera résilié à la date de l'exécution de la Convention entre actionnaires majoritaires, mais sera assorti toutefois d'un dédommagement de 845'000 CHF au titre de l'année 2003. Par ce biais, toutes les prestations de contact, de relation ou de management, les frais

d'infrastructure au prorata ainsi que les prestations de conseil de tiers fournies ou à fournir sont considérées comme totalement réglées.

Beat Curti est président du Conseil d'administration de Bon appétit et actionnaire, président et délégué du Conseil d'administration de Curti & Co SA, l'actionnaire majoritaire de Bon appétit. Les actionnaires de Curti & Co SA ont conclu avec REWE un contrat d'achat portant sur 100% des actions de Curti & Co SA qui permettra à REWE d'acquérir 50,027% des actions de Bon appétit. En vertu de ce contrat conclu avec REWE et de son futur poste au sein du Conseil d'administration de Bon appétit, Beat Curti est en proie à un conflit d'intérêts. Emil Flückiger qui a fait office de conseiller de Beat Curti lors des négociations et qui restera administrateur de Bon appétit est également en proie à un conflit d'intérêts. Au moment où le Conseil d'administration devait se prononcer sur l'approbation de l'offre de reprise de REWE le 10 juin 2003, le maintien de Bernard Stoeffler en qualité de membre du CA n'était pas encore convenu, raison pour laquelle celui-ci ne s'est pas récusé, contrairement à Beat Curti et à Emil Flückiger. La société n'est redevable et ne verse d'ailleurs aucune indemnité de départ aux membres du Conseil d'administration ou au management.

Le Conseil d'administration connaît l'intention de Beat Curti d'allouer, par le truchement de B. Curti Holding SA, une indemnité à certains membres du management de Bon appétit sur les bases suivantes: Alain Caparros: 1'740'000 CHF, Roberto Fröhlich: 374'000 CHF, René Kalt: 115'000 CHF, Heinz Nussbaumer: 150'000 CHF et Gerhard Reichlin: 421'000 CHF. Le Conseil d'administration sait par ailleurs que les mêmes personnes ont mené des discussions avec REWE sur un bonus dit de restructuration au titre du premier semestre 2003. Le Conseil d'administration n'a pas connaissance d'accords contractuels fermes ni de l'existence d'autres conflits d'intérêts.

Les membres du Conseil d'administration mentionnés ci-après détiennent des options: Beat Curti (3'562), Erwin Conradi (2'046), Emil Flückiger (1'618) et Bruno Staffelbach (1'184). Aucun membre de la direction de Bon appétit ne détient d'options. La convention de reprise stipule que l'ensemble des options sur des actions Bon appétit en circulation s'apprécient au moment de l'offre de reprise et doivent être rachetées sur la base de cette valeur par Bon appétit.

Les membres suivants de la direction détiennent des actions Bon appétit soumises à un blocage du droit de disposer. Roberto Fröhlich (184), Rolf Hinze (100) et Gerhard Reichlin (120). Aucun membre du Conseil d'administration ne détient d'actions Bon appétit soumises à un blocage du droit de disposer. La teneur de la convention de reprise précise que les personnes susmentionnées sont habilitées, malgré le blocage du droit de disposer, à présenter les actions en assumant les conséquences fiscales.

La convention de reprise comprend une déclaration d'intention générale de REWE invitant à poursuivre les activités opérationnelles avec et sous l'impulsion des membres de l'actuelle direction. La convention de reprise ne fixe ni les modalités ni les conditions d'une telle poursuite. Le Conseil d'administration est informé que l'hypothèse d'une modification des conditions de travail n'a été ni discutée avec REWE ni envisagée par cette dernière société.

En raison de ces éléments, Beat Curti, Emil Flückiger et Bernard Stoeffler se sont récusés de la décision du Conseil d'administration sur ce rapport tandis que le management n'était pas présent lors de cette décision. Pour apprécier par ailleurs le caractère approprié du prix offert aux actionnaires minoritaires, le Conseil d'administration s'est par ailleurs inspiré du fairness opinion mentionné ci-dessus et attestant le caractère juste et équitable de l'offre d'un point de vue financier.

Les membres dudit Conseil, qui ne sont pas récusés, ont approuvé unanimement la recommandation du chiffre 1.

Le Conseil d'administration ignore si le Hofer group (constitué de Hofer Holding SA, Hofer Management SA et PVS Hofer/Ipergros), détenant 10,90% des actions Bon appétit, acceptera l'offre.

3. Mesures nécessaires pour l'acceptation de l'offre

L'offre de reprise peut être acceptée jusqu'au 29 septembre 2003 à 16h00 (heure suisse). Les actionnaires inscrits au registre des actions de la société seront informés par écrit par Bon appétit des mesures d'acceptation de l'offre. Les actionnaires gardant leurs actions nominatives dans un dépôt ouvert d'une banque suisse et ceux les conservant à domicile ou dans un compartiment de coffre-fort seront informés séparément et priés de procéder selon l'instruction y afférente. De plus amples informations figurent au chapitre J. «Réalisation de l'offre d'achat» du présent prospectus.

Bon appétit Group SA
Au nom du Conseil d'administration
Le vice-président
Etienne Jornod

Moosseedorf, le 20 août 2003

H. Recommandation de la Commission des offres publiques d'achat

L'offre d'achat a été soumise à la Commission des offres publiques d'achat avant sa publication. Par recommandation du 28 août 2003, celle-ci a considéré entre autres que:

- l'offre publique de REWE est conforme à la loi sur les bourses;
- la COPA accorde les dérogations suivantes à l'ordonnance sur les OPA (article 4): dérogation au respect du délai de carence (art. 14, al. 2).

I. Fairness Opinion

Le Conseil d'administration de Bon Appétit a chargé Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Zurich, de donner un fairness opinion sur le prix de l'offre. Cette fairness opinion atteste que le prix d'achat offert de 60,80 CHF net en espèces par action Bon Appétit doit être considéré sous l'angle financier comme juste et équitable pour les actionnaires du public. Lombard Odier Darier Hentsch & Cie ne cultive pas avec Bon Appétit ou REWE un lien tel au point de générer un conflit d'intérêts ou les apparences d'un tel conflit. La fairness opinion est imprimée en annexe au présent prospectus.

J. Réalisation de l'offre publique d'achat

1. Information et inscription	Lettre aux actionnaires Bon Appétit informe directement ses actionnaires, inscrits le 29 août 2003 au registre des actions de la société, par lettre dont la teneur informe sur l'offre d'achat, ses aspects techniques ainsi que l'acceptation de l'offre. Déposants Les déposants conservant leurs actions nominatives Bon Appétit dans un dépôt ouvert d'une banque suisse sont informés par cette dernière de l'offre d'achat et priés de procéder conformément à ses instructions. Titres à domicile Les actionnaires conservant leurs actions nominatives Bon Appétit à domicile ou dans un compartiment de coffre-fort sont informés par le registre des actions de Bon Appétit de l'offre d'achat. Ils sont priés de faire parvenir directement au registre des actions de Bon Appétit, Industriestrasse 25, 8604 Volketswil, le formulaire «Déclaration d'acceptation et de cession» dûment complété et signé avec le/les certificat(s) d'actions non annulé(s) d'ici au 29 septembre ou 16 octobre 2003 à 16h00 (heure suisse).
2. Banque mandatée	UBS SA, 8098 Zurich
3. Domiciles de souscription et de paiement	REWE a mandaté UBS SA comme domicile de souscription et de paiement et lui a confié la réalisation de l'offre d'achat. Le registre des actions de Bon Appétit tient lieu de domicile de souscription et de paiement pour les détenteurs de titres à domicile.
4. Blocage des titres	Les actions Bon Appétit proposées sont bloquées par les banques et ne peuvent plus être négociées.
5. Paiement du prix d'achat	Le paiement du prix d'achat des titres Bon Appétit valablement proposés pendant la durée de l'offre interviendra le 3 octobre («première échéance de paiement») et le 22 octobre 2003 pour les actions Bon Appétit servies durant la durée supplémentaire («deuxième date de paiement») (Demeure réservée toute prolongation éventuelle de la durée de l'offre, conformément au chapitre A.4. «Durée de l'offre»).
6. Réglementation des frais	La vente de titres Bon Appétit déposés dans des banques suisses s'effectue sans frais et taxes pendant la durée de l'offre et la durée supplémentaire. Les droits de timbre fédéraux, dus dans le cadre de la vente des titres Bon Appétit, et la taxe SWX (y compris la taxe supplémentaire CFB) sont pris en charge par REWE.

**7. Retrait de la cote /
transfert au segment
SWX Local Caps**

Par l'entremise de cette offre, REWE projette d'acquérir un nombre maximum d'actions Bon Appétit. Pour l'heure, REWE songe à transférer les actions Bon Appétit du segment principal au segment SWX Local Caps du SWX Swiss Exchange et demandera, par ailleurs, au Conseil d'administration d'examiner l'éventualité d'une annulation intégrale de la cotation des titres Bon Appétit.

8. Droit applicable et for

L'offre d'achat de REWE ainsi que l'ensemble des droits et obligations réciproques en découlant sont régis par le **droit suisse**. Le for exclusif pour tous litiges est le tribunal de commerce du canton de Zurich. Tout recours devant le Tribunal fédéral, dans la mesure où il est légalement envisageable, demeure réservé.

K. Calendrier

2 septembre 2003	Début de la durée de l'offre
29 septembre 2003	Fin de la durée de l'offre
3 octobre 2003	Début de la durée supplémentaire et première échéance de paiement
16 octobre 2003	Fin de la durée supplémentaire
22 octobre 2003	Réalisation de l'offre et deuxième échéance de paiement

REWE s'arroe le droit de prolonger une ou plusieurs fois la durée de l'offre en vertu des chapitres A.43. «Durée de l'offre» et A.5. «Durée supplémentaire». Toute prolongation de la durée de l'offre au-delà de 40 jours boursiers requiert l'autorisation de la Commission des offres publiques d'achat.

D'autres exemplaires gratuits de l'offre en français et en allemand peuvent être retiré directement auprès d'UBS SA, Legal Transactions, Case postale, 8098 Zurich ou demandé par téléphone (01 239 47 03), fax (01 239 21 11) ou par e-mail à swiss-prospectus@ubs.com.

Annexe: fairness opinion

[Document séparé: Opinion complète de LODH]